

Accro aux exportations d'armes

Jahanzeb Hussain, Rédacteur à Ricochet Media

Allons ! La marche, le fardeau, le désert, l'ennui et la colère.
~Arthur Rimbaud, « Une saison en enfer »

Le secteur français de la défense est devenu accro aux exportations d'armes dans le cadre d'une stratégie nationale pour rester un acteur militaire international. Pour alimenter cette addiction, la France permet en effet à des pays non démocratiques du Moyen-Orient et d'ailleurs d'acheter le silence diplomatique et la complicité politique de la France pour leurs crimes.

Alors qu'il est de notoriété publique que le Moyen-Orient a été le théâtre quasi-permanent de l'ingérence américaine depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il est moins évident que la France est devenue un acteur de plus en plus important dans les exportations d'armes vers la région depuis le tournant de la dernière décennie. Entre 2009 et 2018, les ventes d'armes de la France au Moyen-Orient ont fait un bond phénoménal de 261 %. En termes de croissance de volume des ventes, ce pays n'est devancé que par Israël pour cette période. Aujourd'hui, la France est le troisième plus grand exportateur d'armes du monde, après les États-Unis et la Russie, et 44 pour cent de ses clients se trouvent au Moyen-Orient, le principal étant l'Égypte.¹

Qu'y a-t-il derrière cette tendance ? Les bases de la politique française en matière d'armes remontent à Charles de Gaulle et il s'agissait essentiellement d'une préoccupation domestique. Cependant, un effet indésirable non négligeable de cette politique domestique s'est avéré être le renforcement des régimes non démocratiques du Moyen-Orient.

La grandeur française

En tant que chercheuse, Lucie Béraud-Sudreau a retracé le parcours. De Gaulle avait une certaine idée de la France : indépendante dans sa prise de décision, en quête de prestige international et opposée à une soumission à l'hégémonie américaine post-Seconde Guerre mondiale. Pour De Gaulle, la France ne pourrait atteindre une telle position dans les affaires internationales qu'avec une défense nationale redoutable. La quête d'armes nucléaires a aussi découlé de cet objectif.

Cependant, les besoins de l'armée française n'étaient pas suffisants pour soutenir une industrie qui pourrait amener et maintenir la France à la grandeur souhaitée par De Gaulle. Des acheteurs

¹ Sauf mention contraire, toutes les statistiques citées ici proviennent de : www.sipri.org/sites/default/files/2020-03/fs_2003_at_2019.pdf.



internationaux étaient nécessaires pour soutenir la viabilité économique de l'industrie domestique. En un mot, cela explique la naissance des exportations d'armes de la France. Ce principe fondamental reste un consensus dans la politique nationale française, et tous les successeurs de De Gaulle ont agi dans ce cadre et ont poursuivi dans cette voie. Le ministre de la Défense du Président Pompidou, Michel Debré, l'a exprimé clairement : « L'[industrie d'armement], si elle devait se contenter du marché national, [...] il n'y aurait plus de Défense vraiment nationale possible. »

La légitimité économique a d'ailleurs été accordée au projet en argumentant que cela crée de l'emploi pour les travailleurs français. Béraud-Sudreau cite une étude de McKinsey de 2014 indiquant qu'environ 40.000 emplois en France sont créés via l'exportation des armes. Un soutien idéologique et politique supplémentaire a été octroyé à l'exportation d'armes en argumentant que l'achat d'armes à la France offrait aux états décolonisés la possibilité de maintenir leur nouvelle indépendance dans un monde bipolaire dominé par les États-Unis et l'Union soviétique. Selon les termes du ministre de la Défense sous Valéry Giscard d'Estaing, la France « ne commet pas d'ingérence dans la politique des autres nations » en imposant des conditions aux pays via la vente d'armes. Le ministre de la Défense de François Mitterrand est allé encore plus loin, en déclarant que « la France ... peut être le leader des pays non alignés » grâce à ses exportations d'armes.

Limites de l'idéalisme

La réalité politique des régimes acheteurs est loin d'avoir été impressionnante. Entre 1961 et 1990, 31 pour cent des armes françaises ont été vendues aux États du Moyen-Orient qui, pendant cette période, ont généralement présenté des bilans lamentables en termes de démocratie et de droits de l'homme. La guerre froide a été une période de titrisation plutôt que de démocratisation dans la plupart de la région. Dans cette configuration post-Seconde Guerre mondiale définie par les États-Unis et l'URSS, les régimes non démocratiques ont enraciné leur pouvoir, malgré le noble discours d'indépendance nationale. Le parrainage de ces pays par les puissances de la guerre froide, que ce soit au nom de la lutte contre le Communisme ou du soutien à l'indépendance politique, a été un facteur clé favorable.

L'ironie de la revendication du contraire par la France est clairement illustrée par le fait que la demande régionale d'armes françaises a seulement connu un pic après la guerre des Six Jours, quand Israël a affiché sa supériorité militaire sur les pays arabes grâce aux avions de combat *Mirage* achetés à la France. Avant la guerre, Israël était un important allié français et l'alliance était, selon Béraud-Sudreau, basée sur une opposition mutuelle au nationalisme arabe. Les limites de l'idéalisme auto-assigné de la France sont donc rendues claires.

Aujourd'hui, cet idéalisme ne peut même pas prétendre exister. S'il existait, il ne pourrait qu'attirer la dérision publique et des rires amers. Une fois que le gouvernement de François Hollande a commencé à redynamiser les exportations d'armes françaises après des années de torpeur relative à la suite de la guerre froide, les principaux clients de la France au Moyen-Orient sont devenus l'Arabie Saoudite, les EAU, le Qatar et l'Égypte. Tous ces pays étaient des bastions de la contre-révolution à la suite du Printemps arabe ; leur panique face aux révoltes et leurs rôles dans la répression violente de celles-ci sont bien documentés. Cependant, rien de tout cela n'a empêché la France de leur vendre des armes, y compris les avions de combat *Rafale* qui sont devenus un symbole de fierté pour la technologie militaire française, tout comme les



missiles *Mistral*, les corvettes *Gowind*, les hélicoptères *Caracal*, les frégates et les satellites militaires.

Comme cela a été le cas pendant la guerre froide, la France a tiré avantage du climat géopolitique existant au tournant de la dernière décennie. Parmi les éléments appuyant l'émergence de la France en tant que partenaire le plus fiable pour le statu quo, Béraud-Sudreau pointe les tensions avec les pays du Golfe à la suite de la décision américaine de reconnaître le très bref gouvernement des Frères musulmans en Égypte ; le refus du Président Obama d'intervenir en Syrie, qui a laissé le champ libre à l'Iran pour exercer son influence dans le pays en guerre ; et l'accord nucléaire entre Téhéran et Washington. L'invitation étendue à François Hollande pour assister à la session 2015 du Conseil de coopération du Golfe démontre la confiance désormais accordée à la France par les pétromonarchies.

Implications diplomatiques internationales

Aujourd'hui, environ 50 % du revenu du secteur français de la défense provient des exportations d'armes. Cette dépendance économique signifie que la France perd tout levier réel vis-à-vis des pays acheteurs. C'est particulièrement important vu qu'on sait que les clients de la France au Moyen-Orient sont les pays avec de tristes antécédents démocratiques. Cela signifie que, même si elle le voulait, la France ne pourrait pas les forcer à respecter les principes fondamentaux des droits de l'homme. En fait, Paris s'est rangé aux côtés de Riyad dans sa guerre contre le Yémen en permettant l'utilisation d'armes françaises dans le conflit.

Les conséquences vont au-delà du Moyen-Orient. Par exemple, le mois dernier, New Delhi a été témoin d'un massacre anti-musulman dans ses rues en plein jour. La violence fait partie intégrante du programme nationaliste du Premier ministre Narendra Modi visant à réinventer l'Inde en tant que pays et régime explicitement hindous. En 2016, la France a signé un contrat pour vendre des avions de combat *Rafale* à l'Inde au prix de huit milliards d'euros. Le gouvernement de Modi s'inspire du Nazisme pur et simple, et on imaginerait qu'un pays comme la France, avec sa propre histoire de soumission nazie, prendrait au moins la parole concernant la situation des minorités religieuses en Inde. Mais, comme le scientifique politique Christophe Jaffrelot l'a remarqué à la suite du massacre de Delhi, c'est précisément parce qu'ils sont un client important qu'il ne faut pas s'attendre à ce que la France exerce une quelconque pression sur l'Inde.

Les exportations d'armes ne devraient pas être considérées comme de simples accords d'état à état ; leur impact devrait plutôt être évalué du point de vue des populations des pays acheteurs. Et les conséquences ne peuvent pas être mesurées uniquement en termes d'utilisations des armes. Qu'elles soient utilisées pour des guerres ou pour freiner l'instabilité civile au Moyen-Orient, le fait est qu'en vendant ces armes, la France permet à des pays non démocratiques d'acheter le silence diplomatique et la complicité politique de la France. Et c'est loin d'être une ressource négligeable quand le pays vendeur est une puissance internationale avec un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

